

## Les armements et la paix

André Beaufre

---

### Citer ce document / Cite this document :

Beaufre André. Les armements et la paix. In: Politique étrangère, n°4 - 1962 - 27<sup>e</sup>année. pp. 321-331;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.1962.2339>

[https://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_1962\\_num\\_27\\_4\\_2339](https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1962_num_27_4_2339)

---

Fichier pdf généré le 11/04/2018



## LES ARMEMENTS ET LA PAIX

Les armements peuvent être un facteur de paix comme un facteur de guerre. Comment obtenir l'un et éviter l'autre, tel est le problème que politiques et militaires cherchent à résoudre depuis longtemps, mais qu'ils se posent aujourd'hui avec plus d'angoisse, maintenant qu'avec l'arme atomique notamment, le déclenchement d'une guerre paraît généralement devoir mener au suicide.

Sans chercher à résoudre ici ce problème considérable, je crois utile d'en examiner certains aspects plus proprement européens, parce qu'ils sont d'actualité et nous touchent de plus près, et aussi parce qu'ils permettent de mieux saisir la réalité des contradictions parfois assez subtiles qui se cachent sous les arguments souvent trop simples mis en avant par les diverses théories en présence.

\* \* \*

Après le drame de la deuxième guerre mondiale, l'Europe s'est retrouvée ruinée et désarmée, en même temps qu'elle était dangereusement menacée par la main-mise stalinienne sur l'Europe orientale jusqu'à Berlin, Prague et Budapest. Le maintien pendant plus de quinze ans de cette division artificielle résultant d'une situation de fin de combat a laissé subsister en plein milieu de l'ancienne Europe une profonde blessure qui se cicatrice mal et dont les suppurations constantes comme les inflammations possibles créent un danger permanent. Ce danger *politique* est grave et multiforme : il va du risque de soulèvements à l'est du rideau de fer (comme en Hongrie en 1956) au risque de conflits, par exemple en vue ou à l'occasion d'une réunification de l'Allemagne, sous

l'égide de l'un ou l'autre des deux blocs qui se partagent le monde. En raison de l'importance politique et économique de l'Allemagne de l'Ouest, chaque événement dans cette zone sensible peut avoir des conséquences psychologiques considérables et amorcer ainsi des évolutions politiques dangereuses ou même irréversibles.

En outre, le flanc méditerranéen de l'Europe, économiquement moins développé et politiquement plus instable, constitue une autre zone sensible. Or il voit naître en face de lui sur la rive sud de nouvelles nations islamiques qui pourraient constituer à terme une menace supplémentaire pour la stabilité de cette zone, si les problèmes difficiles que fait naître la décolonisation ne trouvaient pas d'aboutissements satisfaisants.

A ces dangers d'origine politique on a remédié surtout par des solutions de caractère militaire, sans doute à cause de l'impossibilité où l'on se trouvait d'appliquer des solutions politiques convenables. Ce fut la création de l'OTAN, d'abord conçue comme une coalition classique, puis comme un abonnement à la garantie offerte par la Force stratégique de dissuasion américaine, enfin comme une participation à une stratégie de dissuasion « graduée ». Sous le signe de ces stratégies successives furent réalisés le réarmement partiel de l'Europe occidentale et plus spécialement de l'Allemagne, de la Turquie et de la Grèce directement menacés, le renforcement de l'Europe par la présence de forces américaines, et surtout le déploiement en Europe de nombreux et puissants moyens atomiques américains. On avait ainsi pallié une grande *instabilité politique* par un assez bon *équilibre militaire*.

\* \*

Cette politique militaire, qui a produit plus de dix années de paix, apparaît aujourd'hui à certains comme devant être révisée ou améliorée. Pour les uns, l'évolution stratégique met en cause la valeur de l'équilibre militaire réalisé ; pour les autres, les formules militaires stabilisatrices choisies comporteraient des risques politiques et militaires inacceptables

Le fait que l'évolution de la stratégie militaire doive modifier l'économie générale de notre défense n'est mis en doute par aucun expert. Cette adaptation s'inscrit naturellement dans le concept récent de « dissuasion graduée », qui impose à la fois de maintenir la capacité de dissuasion des forces de frappe stratégiques en améliorant leur survie et leur pénétration, et de développer la capacité de « riposte flexible » des forces tactiques en accroissant la proportion des forces classiques. Ces modifications correspondent à une évolution normale de l'équation militaire et ne mettent pas en cause l'idée générale de la politique d'armements arrêtée en 1951 pour remédier à l'instabilité politique de l'Europe.

Il n'en est pas de même des critiques faites sur les risques inhérents aux formules militaires choisies et plus spécialement sur les rôles dévolus à l'arme atomique. Ces critiques revêtent souvent une grande importance et méritent un examen attentif.

La crainte la plus souvent exprimée est celle que l'équilibre militaire réalisé entre les deux camps ne le soit que grâce à des dispositions d'une sécurité interne très instable : n'y a-t-il pas lieu de redouter quelque déclenchement spontané par erreur, par nervosité, ou même par imprudence, folie ou malveillance ? Il est incontestable que ce risque existe et ne peut être complètement éliminé ; mais pour qui connaît les sécurités maintenant accumulées, on peut dire qu'il est devenu très faible, presque nul. Si à la limite la possibilité d'incidents individuels demeure, la gravité de leurs conséquences dépendrait surtout de leur aptitude à déclencher des réactions en chaîne.

Ceci conduit à discuter d'une autre crainte assez générale, celle de la fatalité de « l'escalade » nucléaire dès que des armes atomiques auraient été employées, même localement et en petit nombre. Tout débat sur ce sujet présente un caractère hautement conjectural : nous n'avons aucune expérience de la guerre nucléaire et aucun argument théorique ne peut être vraiment décisif. Personnellement, je pense que le risque d'escalade est évident et que rien ne permet *d'assurer* qu'il ne se produira pas. Par contre, je crois que les dangers réciproques de la guerre nucléaire intégrale sont parfaitement com-

pris de tous les belligérants éventuels et que chacun chercherait à l'éviter en s'efforçant de limiter le conflit, sinon à l'arrêter. Ce souci infiniment probable conduira sans doute à définir dans l'extension de la guerre nucléaire un certain nombre de seuils successifs dont le franchissement pour chacun d'eux dépendrait d'une décision politique particulière. C'est l'essence même de la « réponse flexible » actuellement en honneur. Dans ces conditions, et sans méconnaître que des nerfs d'acier seraient indispensables pour garder la tête froide, le risque d'escalade apparaît beaucoup moins grand qu'on ne l'imagine généralement. Tous les parallèles tirés du déclenchement en chaîne des conflits type 1914 pèchent par l'oubli d'un facteur essentiel de caractère psychologique : dans le passé le recours à la guerre était considéré comme normal et le risque maximum était limité ; maintenant le risque est reconnu total et l'idée d'une guerre nucléaire intégrale n'est admise par personne. En somme, la probabilité est pour une autolimitation à l'un des stades de la guerre nucléaire. Mais comme le risque d'escalade au paroxysme demeure, la valeur de dissuasion absolue du système atomique reste très élevée, ce qui est bénéfique sur le plan général du maintien de la paix.

A ces critiques sur les risques internes de caractère militaire, s'ajoutent les critiques portant sur les risques politiques du système militaire actuel. D'abord, la guerre nucléaire conduit à une course technologique d'amplitude et de coût énormes et croissants, ce qui entraînera la ruine des économies les plus développées, sans pour autant assurer un équilibre qui pourra à tout moment être remis en question par de nouvelles inventions. L'argument est de poids et justifierait n'importe quel genre d'armistice dans cette guerre technique du temps de paix, à condition que l'équilibre actuel puisse être garanti contre toute tricherie, ce qui est peut-être utopique. Mais quoi qu'il en soit, la fatalité de cette course technologique, amorcée dès l'apparition des chars et des avions, ne résulte pas de l'arme atomique, mais de l'application des techniques avancées aux matériels militaires. Il n'y a dans ce domaine aucune solution proprement militaire. Le remède ne peut être que politique, soit par un accord de limitation d'armements, soit

mieux dans une véritable détente entre l'Est et l'Ouest qui rendrait la course actuelle inutile.

Or une autre critique grave portant sur les risques politiques de notre système d'armements est que le caractère agressif de la guerre nucléaire renforce artificiellement la tension entre l'Est et l'Ouest : chacun se sent dangereusement menacé, ce qui empêcherait toute détente. Cette critique peut être fondée dans la mesure où l'opposition entre l'Est et l'Ouest ne résulterait que de méfiances réciproques et de malentendus sans nier que ce facteur de méfiance ait pu jouer un rôle psychologique important, on ne peut oublier que les causes réelles de tension résultent de facteurs (conflit de puissance, opposition idéologique, etc...) malheureusement plus irréductibles. Que la stratégie atomique ait contribué à envenimer la tension, c'est certain, mais elle a aussi permis de rétablir l'équilibre militaire qui avait été complètement rompu au profit de l'U.R.S.S. par le désarmement de l'Europe, et grâce auquel le pire a sans doute pu être évité jusqu'à présent.

Ainsi, chacune des critiques que soulève notre politique militaire comporte des réfutations, au moins partielles. Les arguments proprement militaires sont assez convaincants sur le plan technique, comme on pouvait s'y attendre. Mais il demeure que d'un point de vue politique on conserve souvent la sensation que quelque chose pourrait être fait dans le domaine militaire pour réduire encore les risques résultant des armements et même peut-être pour amorcer une détente entre l'Est et l'Ouest. En somme, à la critique initiale portant sur les dangers spécifiques de notre système militaire fait place l'idée politique de rechercher des formules militaires qui permettraient d'accroître la stabilité politique en Europe.

\* \* \*

Cette recherche politique d'une nouvelle solution militaire se heurte à de nombreuses difficultés, d'abord militaires mais aussi politiques.

C'est qu'en effet du point de vue militaire il est essentiel de maintenir avant tout l'équilibre actuel. Or la plupart des ré-

formes proposées ici et là auraient pour effet de recréer un déséquilibre militaire parfois très grave.

C'est spécialement le cas des mesures visant la dénucléarisation de tout ou partie de l'Europe, soit sous une forme absolue qui ne laisserait subsister que des forces classiques très inégales, les unes bien reliées à leurs vastes arrières, les autres adossées à la mer, soit par des formules partielles comme celles rejetant hors d'Europe les MRBM (1) ou regroupant en arrière les armes atomiques tactiques. Les MRBM, souvent considérés comme des armes stratégiques de portée non intercontinentale, ne peuvent pas en effet être remplacés par des ICBM (2). Leurs conditions de production comme leurs rôles sont différents. En réalité, ils représentent surtout une modernisation des avions tactiques de bombardement. Or cette modernisation va s'imposer d'ici peu d'années et l'on voit mal comment on maintiendrait alors la mission actuelle des Forces aériennes tactiques sans avoir recours aux MRBM ou à des matériels équivalents. De même, les armes atomiques tactiques jouent un rôle capital dans la défense terrestre pour conférer une capacité de résistance suffisante à des divisions nécessairement dispersées sur de trop vastes fronts. Rejeter ces armes loin de leurs Grandes Unités dans l'espoir d'empêcher ou de retarder le déclenchement de la guerre nucléaire, c'est admettre de ne les voir intervenir le cas échéant qu'après des délais notables et par conséquent accepter en Allemagne occidentale ou dans la plaine du Pô des replis initiaux d'une grande profondeur.

Aussi est-ce surtout sur le plan politique qu'il convient d'apprécier la possibilité d'appliquer les diverses solutions proposées. Or bien que le but proclamé de toutes ces propositions soit de chercher à améliorer la stabilité politique de l'Europe, il apparaît que leur application aurait pour résultat dans la plupart des cas de créer des causes supplémentaires d'instabilité politique. On vient de voir qu'une dénucléarisation partielle ou totale aurait pour conséquence une profonde modification de l'équilibre militaire, ce qui ne manquerait pas d'entraîner une sensation d'insécurité dans les régions

---

(1) Engins à portée moyenne.

(2) Engins à portée intercontinentale.

proches du rideau de fer ; la foi dans l'Alliance pourrait en être atteinte, notamment en Allemagne de l'Ouest. Or l'Allemagne, qui par sa division interne personnifie à une échelle réduite le drame de la division de l'Europe, constitue politiquement la zone la plus instable. A tort ou à raison, son opinion publique y est particulièrement sensible à tout ce qui peut lui paraître le signe d'un relâchement de la solidarité atlantique sur laquelle elle a fondé sa politique de sécurité et de relèvement. Toute mesure comportant ou semblant comporter un affaiblissement de la défense, ou même une arrière-pensée de compromis dont elle pourrait faire les frais, peut y avoir des répercussions considérables et amorcer des réactions politiques susceptibles de conduire à une révision de son attitude vis-à-vis de l'Alliance. C'est à la lumière de ce risque politique majeur que doivent être jugées des propositions comme celles concernant des mesures de contrôle bilatéral des armements ou des mesures unilatérales de détente proprement militaires. Il faut bien dire aussi que toutes ces mesures dont chacune d'elles est assez séduisante, si on les prend isolément, méconnaissent en général la profonde dissymétrie des situations de l'Est et de l'Ouest, le premier continental et compact sur une grande profondeur et le second articulé comme un archipel et coupé de ses bases par l'Océan Atlantique.

On se trouve ainsi conduit à reconnaître que la recherche politique d'une solution de détente militaire soulève de très graves dangers politiques et qu'aucune solution n'est réellement exempte de risques.

\*\*\*

Malgré toutes ces réserves nécessaires, je voudrais cependant chercher à conclure de façon positive.

Les difficultés et les contradictions que l'on vient de signaler montrent que la plupart des solutions d'apparence simple mises en avant par les diverses thèses sont loin de constituer des remèdes miracles. Dans un domaine aussi complexe, il est normal que des modifications même d'apparence mineure puissent avoir des conséquences graves. Comme en outre il s'agit d'améliorer une stabilité difficilement rétablie et tou-

jours précaire, on conviendra que la prudence la plus attentive s'impose.

Cette prudence commande à mon sens de ne modifier le système actuel de défense qu'en respectant l'ordre d'urgence suivant :

- d'abord améliorer la stabilité militaire,
- ensuite ne rien faire qui risquerait d'aggraver l'instabilité politique,
- enfin, et sous les réserves ci-dessus, tenter de réduire si possible l'instabilité politique par celles des mesures militaires susceptibles d'atteindre ce résultat sans trop modifier l'équilibre militaire.

En examinant ces trois points successivement on retrouvera un certain nombre d'idées déjà émises plus haut mais considérées cette fois sous un angle constructif et non plus critique.

I. -- La stabilité militaire repose essentiellement sur la valeur de la dissuasion. C'est donc cette valeur qu'il faut d'abord chercher à accroître. Or, il existe encore dans ce domaine bien des lacunes qu'il importe de combler, par exemple en améliorant la capacité de survie et de pénétration des forces stratégiques et en renforçant les forces tactiques que la stratégie de la « riposte massive » avait laissées à un niveau dangereusement bas. De même, beaucoup reste à faire pour que nos forces disposent de toute la souplesse — la « flexibilité » — nécessaire pour permettre de répondre à chaque incident par des moyens suffisants et strictement proportionnés à l'enjeu. Tant que l'autorité politique ne disposera pas pour l'emploi des forces armées d'un clavier de détentes vraiment nuancé et complet, les conflits éventuels risqueront d'échapper à son contrôle. Il est également vital que les mécanismes de déclenchement de chacune des détentes soient assortis de sécurités internes aussi efficaces que possible.

C'est dans ces diverses directions, je l'avoue de caractère un peu technique, que l'on peut travailler le plus utilement à renforcer la paix. Au contraire, des mesures d'inspiration morale et émotionnelle comme l'interdiction de l'arme atomique en général ou même de l'arme atomique tactique, au-

raient pour résultat de réduire considérablement la valeur de la dissuasion et de rompre complètement l'équilibre militaire. L'arme atomique constitue sans doute l'une des malédictions du Monde moderne. Cette malédiction sera peut-être conjurée un jour par un véritable désarmement ou par un système de sécurité international — vraisemblablement d'ailleurs atomique . . . Mais en attendant, l'effet le plus évident de l'existence des armes nucléaires stratégiques est de renforcer la dissuasion jusqu'à lui conférer une valeur presque absolue. La menace atomique est sans doute en train de faire disparaître « la grande guerre », phénomène qui a été la plaie du xx<sup>e</sup> siècle. Essayons de profiter de cet avantage remarquable tout en réduisant les risques d'accident. Quant aux armes atomiques tactiques qui sont souvent l'objet des plus grandes inquiétudes, il faut bien voir qu'elles sont indispensables pour compléter l'effet de dissuasion des armes stratégiques, parce que le déclenchement de ces dernières dans les cas mineurs ne serait pas « croyable », et que sans elles, c'est-à-dire avec des forces tactiques seulement classiques et de volume restreint on seroit obligé d'avoir recours très vite aux armes stratégiques, donc à l'holocauste généralisé. Contrairement à certaines apparences, les armes tactiques n'accroissent donc pas le risque, mais le réduisent.

2. — Pour ne pas accroître l'instabilité politique, nous avons vu qu'il y avait lieu de tenir le plus grand compte des réactions psychologiques des Allemands, même à des mesures qui nous apparaîtraient intrinsèquement bénignes. Les réactions des peuples directement menacés sont toujours mieux averties : il y a une clairvoyance particulière à ceux qui sont en premier échelon — souvenons-nous de 1914 et 1939 — que ne paragent pas toujours ceux qui sont plus éloignés. Cette sensibilité particulière de l'Allemagne ne peut manquer d'être gênante dans une politique de détente ou de stabilisation, mais il serait extrêmement grave d'aboutir à infecter la situation politique en se flattant de l'éclaircir.

3. — Une fois établies ces bases militaires et politiques, on peut chercher enfin à réduire l'instabilité politique en Europe par des mesures militaires convenablement choisies.

Puisqu'il s'agit maintenant d'un but clairement politique, les

mesures en question doivent avoir pour conséquence de marquer la bonne volonté pacifique des deux camps opposés si un accord s'avère possible, ou au moins du camp occidental si l'on veut agir unilatéralement. C'est donc moins leur caractère technique que leurs résonances politiques qui importent. Ces résonances sont à apprécier sous leur double aspect oriental et occidental : tout aménagement qui, du point de vue de l'Est, ne *paraîtrait* pas constituer un gage pacifique serait sans valeur politique, donc inutile ; s'il avait des conséquences fâcheuses pour la cohésion de l'alliance, il serait mauvais. Ainsi se définissent les maillons d'un crible auquel devraient être soumises toutes les diverses mesures proposées : réduction d'armements bilatérale ou unilatérale, contrôles bilatéraux, inspections, échanges de renseignements, dispositions en vue de réduire les possibilités d'attaque par surprise, etc...

La plupart de ces mesures qui auraient satisfait à ce double critère présenteront certainement des inconvénients d'ordre militaire. Il serait alors nécessaire de mesurer très objectivement ces inconvénients, car parvenus à ce stade encore hypothétique, le problème reviendrait à échanger un risque militaire éventuel contre un avantage politique immédiat. Le choix serait essentiellement un choix politique, dans lequel les militaires ne pourraient que présenter le passif du bilan.

\*  
\*\*

L'analyse que l'on vient de faire montre toute la difficulté de chercher à produire une détente politique par des aménagements d'ordre militaire. Cette méthode en effet inverse l'ordre naturel des événements : c'est la tension politique qui est à l'origine des armements ; que les armements par la suite puissent accroître la tension est incontestable, mais ils ne sont pas la cause réelle de la tension. S'il n'y avait pas de tension, l'existence des armements serait sans conséquence politique.

Comme l'a montré l'histoire de ces dernières années, les armements ont la faculté de créer un équilibre militaire qui, jusqu'à un certain point peut servir de palliatif momentané à une instabilité politique grave. Mais ils ne résolvent en rien le problème politique qui demeure entier.

Les moyens militaires ne peuvent remédier aux conflits politiques que par la guerre, quitte d'ailleurs à semer les germes de nouvelles difficultés. Dans la paix, il n'y a que des solutions politiques qui puissent résoudre efficacement les problèmes politiques. C'est ce que Talleyrand résumait dans l'une de ses formules à l'emporte-pièce : « On peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus... ».

Général BEAUFRE